REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**JUGEMENT
COMMERCIAL N°81
du 23/04/2025**

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 23 AVRIL 2025

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du Deux Avril Deux mille vingt-cinq, statuant en matière commerciale, tenue par Monsieur **MOUMOUNI DJIBO IIIa**, Juge au tribunal, **Président**, en présence de Messieurs **OUMAROU GARBA** et **LIMAN BAWADA HARISSOU**, Juges consulaires, **Membres**; avec l'assistance de Maitre **SIDI Mazida**, **Greffière** a rendu le jugement dont la teneur suit :

AFFAIRE :

**SOCIETE SAHELO
SAHARIENNE DE
TRANSPORT
VOYAGEURS (3STV)**

(Maitre Boudal EFFRED
MOULOUL)

C/

**SOCIETE MUTUAL
BENEFITS
ASSURANCE (MBA)
NIGER SA**

(SCPA LAW
CONSULT)

ENTRE

SOCIETE SAHELO SAHARIENNE DE TRANSPORT VOYAGEURS (3STV), société à responsabilité limitée de droit nigérien, ayant son siège à Niamey, avenue de l'Ader en face du CEG 11, immatriculée au RCCM NI NIA 2011-B-579, 15897/S, NIF 18850/R, agissant par l'organe de son Gérant, assistée de Maitre **Boudal EFFRED MOULOUL**, avocat à la cour, Tel : 20 35 17 27, BP : 610 Niamey Niger, au cabinet duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;

DEMANDERESSE

D'UNE PART

ET

SOCIETE MUTUAL BENEFITS ASSURANCE (MBA) NIGER SA, société anonyme dont le siège social est à Niamey, BP /11 924 Niamey Niger, prise en la personne de son Directeur Général, assistée de la **SCPA LAW CONSULT**, avocats associés, au siège de laquelle domicile est élu;

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

EXPOSE DU LITIGE

Par acte d'huissier en date du 23 décembre 2024, la 3STV Niger, assistée de Maître Boudal EFFRED MOULOUL, avocat à la cour, a donné assignation à la Société Mutual Benefit Assurance Niger (MBA Niger), prise en la personne de son Directeur Général à l'effet de :

- ✓ Recevoir sa demande comme étant régulière en la forme ;
- ✓ Constater que la résiliation par MBA Niger du contrat d'assurance passé entre eux est fautive;
- ✓ Constater que ladite résiliation lui a causé un préjudice économique et financier;
- ✓ Constater que ledit préjudice, toutes causes confondues, est évalué à la somme de 500 millions de FCFA;
- ✓ Condamner la MBA Niger à lui payer ladite somme à titre de dommages intérêts pour toutes causes de préjudices confondus avant de la condamner aux dépens.

MOYENS ET PRETENSIONS DES PARTIES :

A l'appui de ses demandes, la 3STV soutient que pour le besoin de renouvellement du contrat d'assurance initial tous risques avec la MBA Niger, elle avait approché le courtier SOLCA, qui lui transmet la proposition d'assurance en date du 20 mai 2024 ; qu'une facture de 43.080.792 FCFA, représentant la prime annuelle pour la couverture de 15 bus, lui a été émise dont un premier paiement de 20 millions, suivi d'un second de 23.080.792 FCFA.

Cependant, la 3STV Niger relève que lors du second paiement, la MBA Niger a fait volte-face en refusant de restituer à la police souscrite ses entiers effets; que dans le souci de trouver un règlement à l'amiable, elle a adressé une correspondance à la MBA Niger le 05 novembre 2024 ; qu'en réponse, cette dernière lui a fait savoir qu'elle était dans un « processus de résiliation ...déjà terminé » sans que cela ne lui soit notifié; qu'elle rappelle s'être entendue avec la MBA Niger de régler la prime annuelle par tranches et c'est ce qui explique le versement de 20 millions, puis celui de 23.080.792 FCFA; qu'elle conclut que c'est à tort que la MBA Niger a résilié le contrat en cause sur la base d'un délai qui n'a jamais été convenu.

Suivant conclusions en date du 11 février 2025, la MBA Niger confirme avoir été approchée par l'intermédiaire SOLCA pour la couverture en assurance tout risque de 15 nouveaux bus exploités par la 3STV Niger (dont la propriété appartient à la BOA Niger) ; qu'elle ne conteste pas non plus avoir transmis à 3STV, par l'intermédiaire de SOLCA, une proposition d'assurance automobile d'un montant TTC de 43.080.792 FCFA pour une période de garantie de 12 mois et que cela a été accepté par la 3STV.

La MBA Niger souligne qu'à la demande de la 3STV, elle a accepté, malgré tous les risques auxquels elle s'exposait, de recevoir des paiements par tranches de la prime annuelle jusqu'au 31 octobre 2024; que c'est dans ces circonstances qu'elle concéda à la 3STV une garantie partielle suivant police d'assurance n°17/1017010000253 pour couvrir la période allant du 11 septembre au 31 octobre 2024, après paiement d'un acompte de 20 millions ; que les parties ont ainsi convenu que des attestations d'assurance soient délivrées à 3STV pour assurer les 15 bus pour la période susvisée de 51 jours en attendant le paiement du reliquat de 23.080.792 FCFA et la signature du contrat qui interviendrait au plus tard le 31 octobre 2024.

En outre, la MBA Niger précise que non seulement la 3STV n'a pas payé le reliquat de la prime dans le délai convenu, mais aussi n'a pas réclamé la signature du contrat d'assurance convenu même lorsqu'elle a déposé, à son insu, un chèque auprès de sa banque qui s'est avéré sans provision au moment de son dépôt, c'est-à-dire le 1^{er} novembre 2024 ; que faute de paiement de la prime à l'échéance convenue, elle a tiré toutes les conséquences juridiques en procédant à la résiliation du contrat et à l'évaluation technique des modalités de restitution à la 3STV de la différence entre le montant couvrant les 51 jours et les 20 millions initialement versés.

C'est ainsi que la MBA Niger sollicite du tribunal de déclarer l'action de la 3STV Niger irrecevable motif pris de ce que la couverture d'assurance a été faite au profit des biens appartenant à la Banque Of Africa (BOA Niger) et en exécution d'une convention de crédit-bail; que la 3STV qui n'est ni propriétaire des véhicules assurés, ni bénéficiaire de contrat d'assurance litigieux, n'a aucune qualité pour élever des prétentions contre l'assureur des véhicules qu'elle exploitait à titre de contrat de bail.

Relativement au fond, la MBA Niger soutient que la 3STV a violé les termes de leur contrat pour n'avoir pas payé le reliquat de la prime dans le délai convenu, c'est-à-dire au plus tard le 31 octobre 2024 ; que c'était dans le souci de régulariser l'inexécution de son obligation contractuelle, conformément à l'échéance convenue, que la 3STV a émis à son profit, le 1^{er} novembre 2024, un chèque d'un montant de 23.080.792 FCFA qu'elle a déposé à son insu auprès de sa banque Orabank et qui s'est avéré sans provision ; qu'elle invoque à l'appui les dispositions de l'article 1134 du code civil ainsi que celles des alinéas 2 et 3 de l'article 13 du code CIMA pour demander au tribunal de débouter la 3STV de sa demande tendant à constater une résiliation fautive de leur contrat d'assurance.

En outre, la MBA Niger soutient que les dispositions de l'article 13-1 du code CIMA invoquées par la 3STV ne sont pas applicables au cas d'espèce au motif que le chèque de 23.080.792 FCFA incriminé a été déposé le 1^{er} novembre 2024, donc après la résiliation de plein droit de leur contrat d'assurance (intervenue le

31 octobre 2024) faite en application des dispositions de l'article 13 alinéa 6 du code CIMA.

Par ailleurs, la MBA Niger affirme que la 3STV est entièrement responsable de la résiliation de plein droit du contrat d'assurance faute de paiement du reliquat de la prime dans le délai imparti et qu'à cet effet, elle ne peut réclamer une quelconque réparation à son encontre alors qu'elle n'a commis aucune faute.

En plus, elle se dit disposée à restituer à la 3STV le reliquat de la prime versée, soit la somme de 5.668.931 FCFA.

A titre reconventionnel, la MBA Niger soutient que la présente procédure ne repose sur aucun moyen sérieux et constitue purement un abus de droit ; que cet abus de droit l'a contrainte à faire recours aux services d'un avocat pour assurer sa défense ; que cela lui a occasionné un préjudice pour la réparation duquel elle sollicite la condamnation de la demanderesse à lui payer la somme de 5 millions à titre de dommages intérêts et 1 million à titre de frais irrépétibles.

Par conclusions en réplique en date du 18 février 2025, la 3STV Niger invoque l'effet relatif des contrats prévu à l'article 1165 du code civil pour demander le rejet de la fin de non-recevoir de son action soulevée par la MBA Niger.

En ce qui concerne la question de l'existence d'une échéance de paiement du reliquat de la prime qui serait fixée au 31 octobre 2024, la 3STV soutient qu'aucun délai n'a été convenu entre elles, vu qu'il n'existe aucun engagement écrit, exprès et signé par le souscripteur (la 3STV), tel que prescrit par l'article 13 du code CIMA ; que la résiliation a été faite en violation des dispositions de l'article 13-1 du code CIMA, d'où son caractère fautif ; qu'elle maintient ses moyens et prétentions sur les autres points avant de demander au tribunal de rejeter purement et simplement la demande reconventionnelle de la MBA Niger comme étant mal fondée.

Suivant conclusions en duplique en date du 14 mars 2025, la MBA Niger réitère, en substance, ses moyens et prétentions ci-haut décrits.

A l'audience des plaidoiries de la cause, les parties ont, par le canal de leurs conseils respectifs, réitéré leurs moyens et prétentions respectifs. En plus, le conseil de la 3STV a reconnu l'existence d'une échéance de paiement du reliquat de la prime fixée au 31 octobre 2024 ; que néanmoins, il déclare que la MBA Niger aurait dû leur faire une mise en demeure de payer dans un délai de 8 jours au moment où le chèque de 23.080.792 F qu'elle avait déposé à la banque de cette dernière s'est avéré sans provision en application des dispositions de l'article 13-1 du code CIMA.

MOTIFS DE LA DECISION :

EN LA FORME :

1) Sur le caractère de la décision :

Attendu que les parties ont conclu et ont été représentées à l'audience par leurs avocats respectifs; qu'il y a lieu de statuer par décision contradictoire à leur égard conformément à l'article 372 du Code de procédure civile ;

2) Sur la fin de non-recevoir :

Attendu qu'à travers ses premières conclusions, la MBA Niger sollicite du tribunal de déclarer irrecevable l'action de la 3STV pour défaut de droit d'agir précisément le défaut de qualité; qu'en effet, elle soutient que la couverture d'assurance a été faite au profit des biens appartenant à la BOA Niger, et en exécution d'une convention de crédit-bail; que la 3STV qui n'est ni propriétaire des véhicules assurés, ni bénéficiaire du contrat d'assurance litigieux, n'a aucune qualité pour élever des prétentions contre l'assureur des véhicules qu'elle exploitait à titre de contrat de bail ;

Attendu qu'en réplique, la 3STV Niger invoque l'effet relatif des contrats prévu à l'article 1165 du code civil pour demander le rejet de l'exception d'irrecevabilité de son action soulevée par la MBA Niger ;

Attendu que l'article 1165 du code civil dispose : « *Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121* » ;

Attendu qu'il n'est pas contesté que la MBA Niger n'est pas partie à la convention de crédit-bail qu'elle invoque tout comme la BOA n'est pas partie au contrat d'assurance objet de la présente procédure; que le contrat d'assurance litigieux ayant été conclu entre la MBA Niger et la 3STV, seules ces deux parties ont qualité pour élever des contestations relatives à son inexécution ou à sa mauvaise exécution ; que c'est à tort que la MBA Niger nie cette qualité à la 3STV; qu'ainsi, le moyen d'irrecevabilité opposé dans ce sens est mal fondé, et, par voie de conséquence, la demande qu'il sous-tend doit être rejetée;

Attendu qu'au regard de ce qui précède, l'action de la 3STV, introduite dans les forme et délai légaux, doit être déclarée recevable;

AU FOND

1) Sur le caractère fautif de la résiliation

Attendu qu'il est constant que la MBA Niger a conclu avec la 3STV un contrat d'assurance automobile pour la couverture en assurance tous risques de 15 nouveaux bus ; qu'il s'agit d'un contrat conclu en raison d'une prime d'un montant, toutes taxes confondues, de 43.080.792 FCFA, pour une période de garantie de 12 mois;

Attendu qu'en réglementant le paiement de la prime des contrats d'assurance automobile, l'article 13 du code CIMA dispose : « La prime est payable au domicile de l'assureur ou de l'intermédiaire dans les conditions prévues par l'article 541.

La prise d'effet du contrat est subordonnée au paiement de la prime par le souscripteur.

Il est interdit aux entreprises d'assurance, sous peine des sanctions prévues à l'article 312, de souscrire un contrat d'assurance dont la prime n'est pas payée ou de renouveler un contrat d'assurance dont la prime n'a pas été payée.

Par dérogation au principe énoncé aux alinéas précédents, un délai maximum de paiement de soixante (60) jours à compter de la prise d'effet ou de renouvellement du contrat peut être accordé au souscripteur, pour les risques dont la prime du contrat excède quatre-vingt (80) fois le SMIG annuel du pays de localisation **à l'exception des contrats des branches automobile, maladie et marchandises transportées.**

Toutefois, le souscripteur devra signer un engagement exprès à payer la prime du contrat avant l'expiration du délai prévu. Lorsque l'engagement exprès de payer la prime est matérialisé par un effet de commerce, le terme maximum stipulé ne peut excéder le délai de 60 jours ci-dessus.

A défaut de paiement de la prime dans le délai convenu, le contrat est résilié de plein droit. La portion de prime courue reste acquise à l'assureur, sans préjudice des éventuels frais de poursuite et de recouvrement.

Les dispositions des alinéas 2 à 6 ne s'appliquent pas aux risques de l'Etat et de ses démembrements pour lesquels des délais de paiement de primes pourraient être accordés dans les conditions définies par la Commission Régionale de Contrôle des Assurances.

Les dispositions des alinéas 2 à 7 du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie. » ;

Attendu qu'il résulte des dispositions susvisées qu'une interdiction formelle est faite aux entreprises d'assurance, sous peine des sanctions prévues à l'article 312, de souscrire un contrat d'assurance dont la prime n'est pas payée ou de renouveler un contrat d'assurance dont la prime n'a pas été payée ; ***que les dérogations prévues à l'alinéa 4 de l'article 13 susvisé ne concernent pas les contrats de branche automobile;***

Attendu qu'en effet, comme cela a déjà été dit, il s'agit en l'espèce d'un contrat d'assurance automobile; que le fait pour la MBA Niger de souscrire un contrat d'assurance automobile alors que la prime y afférente n'est pas payée est une violation flagrante des dispositions de l'article 13 précité; qu'elle est ainsi mal fondée à invoquer, par après, les dispositions de l'alinéa 6 de ce même article pour prétendre à une résiliation de plein droit; que, comme l'a si bien dit la 3STV, les dispositions de cet article ne sont pas applicables au cas d'espèce;

Que mieux, il ressort de ses conclusions d'instance en date du 11 février 2025, que la MBA Niger a, elle-même, souligné avoir accepté, *malgré tous les risques auxquels elle s'exposait, de recevoir des paiements de la prime annuelle par tranches jusqu'au 31 octobre 2024* ; qu'elle est bien consciente d'avoir agi en violation de la loi et de s'exposer à des risques; qu'en conséquence, le moyen tendant à une résiliation de plein droit n'est pas fondé et doit être rejeté;

Attendu que les dispositions de l'article 13-1 du code CIMA invoquées par la 3STV ne sont pas également applicables au contrat d'assurance automobile, car ces dispositions viennent compléter celles de l'article 13 dont l'alinéa 2 dit clairement que *«La prise d'effet du contrat est subordonnée au paiement de la prime par le souscripteur* » ; que le contrat en cause n'est même pas censé avoir pris effet (du fait que la prime n'a pas été payée) à plus forte raison se retrouver en face d'un chèque revenu impayé au point de permettre à l'assureur de procéder à une résiliation de plein droit en cas de non régularisation du paiement dans un délai de 8 jours suivant la mise en demeure;

Attendu par ailleurs qu'il résulte des dispositions de l'article 7 du code CIMA que le contrat d'assurance est prouvé par la production de la police d'assurance accompagnée éventuellement de l'avenant signés par les deux parties et exceptionnellement par la production d'une note de couverture; qu'en outre, l'article 21 du même code dispose en ses alinéas 1^{er} et 2nd que *« La durée du contrat et les conditions de résiliation sont fixées par la police.*

Toutefois, l'assuré a le droit de résilier le contrat à l'expiration d'un délai d'un an, en envoyant une lettre recommandée à l'assureur au moins deux (2) mois avant la date d'échéance. Ce droit appartient, dans les mêmes conditions, à l'assureur. » ;

Mais attendu qu'en l'espèce, il s'agit d'un contrat verbal car il n'y a ni police d'assurance, ni avenant encore moins la note de couverture; que la résiliation intervenue le 4 novembre 2024, alors que le contrat litigieux n'a pris effet que le 11 septembre 2024, est également faite en violation des dispositions susvisées;

Attendu qu'au regard de ce qui précède, il y a lieu de dire que la résiliation du contrat d'assurance en cause, faite en violation également des dispositions de l'article 1134 du code civil, est fautive ;

2) Sur la demande de réparation de la 3STV

Attendu que la 3STV demande au tribunal de condamner la MBA Niger à lui payer la somme de 500.000.000 FCFA à titre de dommages intérêts en invoquant les dispositions de l'article 1382 du code civil; qu'elle soutient en effet que suite à la résiliation litigieuse, elle s'est vue dans l'obligation de recourir aux services d'un autre assureur pour une courte durée; qu'elle ajoute que cette résiliation a impacté ses engagements vu qu'elle exploitait la flotte assurée en vertu d'un crédit-bail et que cette convention principale est également résiliée du fait de la résiliation de contrat d'assurance ;

Mais attendu qu'il est de jurisprudence constante que lorsque sont réunies les conditions qui donnent à la responsabilité une nature contractuelle, la victime ne peut se prévaloir, quand bien même elle y aurait intérêt, des règles de la responsabilité délictuelle; qu'en vertu de la règle du non-cumul des responsabilités contractuelle et délictuelle, en présence d'un contrat, les dispositions relatives à la responsabilité délictuelle ne peuvent être invoquées ; qu'ainsi, l'article 1382 du code civil invoqué par la 3STV est inapplicable à la réparation d'un supposé préjudice de nature contractuelle ;

Attendu par ailleurs, qu'après avoir vainement tenté de nier l'existence d'un délai convenu pour le paiement du reliquat de la prime, la 3STV a fini par admettre à l'audience qu'il a été convenu qu'elle paie à la MBA Niger le montant restant de la prime au plus tard le 31 octobre 2024, soit un délai d'exécution de 51 jours à compter du 11 septembre 2024; que c'est ce qui explique l'existence d'une garantie partielle suivant police d'assurance n°17/1017010000253 pour couvrir la période allant du 11 septembre au 31 octobre 2024, après paiement d'un acompte de 20 millions; que c'est dans ces circonstances que des attestations d'assurance ont été délivrées à 3STV pour assurer les 15 bus pour la période susvisée de 51 jours en attendant le paiement du reliquat de 23.080.792 FCFA et la signature du contrat qui sont censés intervenir au plus tard le 31 octobre 2024 ;

Attendu que la MBA Niger soutient avoir résilié le contrat litigieux le 4 novembre 2024 du fait que sa cocontractante n'a pas honoré son engagement de payer le reliquat de 23.080.792 FCFA dans le délai convenu; que la 3STV n'a pas prouvé avoir fait ce paiement dans le délai convenu;

Attendu que l'article 1134 du code civil dispose : « *les conventions légalement formées tiennent de loi à ceux qui les ont faites.*

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.» ;

Attendu qu'en l'espèce, comme il vient d'être démontré, la 3STV n'a pas exécuté de bonne foi son obligation contractuelle consistant à payer le reliquat de la prime au plus tard le 31 octobre 2024; qu'il est de jurisprudence constante qu'un débiteur ne peut ni invoquer l'exception d'inexécution ni se prévaloir de la violation des articles 1134, 1146 et 1650 du code civil lorsque ce sont les manquements à ses obligations contractuelles qui ont été sanctionnées, dans une hypothèse où s'étant obligé de donner ou de faire, dans un temps précis, il a laissé ce délai sans honorer son engagement ; arrêt de la Cour Suprême du Niger du 7 juin 1990, Génie civil du sahel (GCS) C/M.D. ;

Qu'en l'espèce, la résiliation querellée est intervenue à titre de sanction au non-paiement du reliquat de la prime par la 3STV ; que cette dernière s'était engagée d'effectuer ledit paiement dans le délai de 51 jours à compter du 11 septembre 2024, soit au plus tard le 31 octobre 2024, sans cependant honorer son engagement à la date

indiquée; qu'en conséquence, sa demande de réparation est mal fondée et doit être rejetée;

3) **Sur la demande reconventionnelles de la MBA Niger**

Attendu qu'à titre reconventionnel, la MBA Niger soutient que la présente procédure ne repose sur aucun moyen sérieux et constitue purement un abus de droit ; qu'elle demande sur cette base à ce que le tribunal condamne la 3STV à lui payer la somme de 5 millions de dommages intérêts et 1 million à titre de frais irrépétibles ;

Attendu cependant que cette demande est subordonnée au rejet de la demande principale de la 3STV; que ladite demande n'a pas été rejetée; qu'il y a lieu par conséquent de débouter la MBA Niger de sa demande reconventionnelle comme étant mal fondée ;

4) **Sur les dépens**

Attendu que la MBA Niger a succombé à la présente procédure ; qu'il y a lieu de la condamner aux dépens conformément aux dispositions de l'article 391 du code de procédure civile;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort:

- ✓ ***Rejette la fin de non-recevoir de MBA Niger comme étant mal fondée;***
- ✓ ***Reçoit l'action de la 3STV Niger comme régulière en la forme;***
- ✓ ***Au fond, dit que la résiliation est abusive;***
- ✓ ***Rejette la demande de réparation de la 3STV comme étant mal fondée;***
- ✓ ***Condamne la MBA Niger aux dépens ;***

Avis du droit d'appel : huit jours devant la Cour d'appel de Niamey à compter du prononcé de la présente décision par requête écrite et signée à déposer au greffe du tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus.

Le Président

Et

La Greffière